
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49875

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

tionskraft der Republik zu erhöhen. Stattdessen gab die SPD den nationalistischen Kräften ein Beispiel, die das Instrument des Volksentscheids schon bald danach in den Dienst ihrer hemmungslosen Propaganda stellen sollten. Diese Überlegungen schmälern aber nicht das Verdienst des Verfassers, dem es gelungen ist, unsere Kenntnisse vom innenpolitischen Spiel der Kräfte während der sogenannten »goldenen Jahre« der Weimarer Republik wesentlich zu bereichern.

Jürgen HEIDEKING, Tübingen

Klaus SCHAAP, Die Endphase der Weimarer Republik im Freistaat Oldenburg 1928–1932, Düsseldorf (Droste) 1978, 313 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 61).

Cette »Dissertation« est sans nul doute un des meilleurs exemples de ces monographies régionales sur la fin du régime de Weimar, qui se multiplient depuis une dizaine d'années.

Le petit Etat d'Oldenburg est le premier *Land* qui ait connu, dès juin 1932, un gouvernement national-socialiste homogène. Cas d'autant plus intéressant que ce gouvernement, étroitement soumis aux ordres de Munich, a eu le temps de mettre en place une ébauche de structure totalitaire et d'user de méthodes qui provoquèrent une nette réaction populaire. Le 8 novembre 1932, la NSDAP, déjà étrillée au niveau du Reich, perdit en Oldenburg 21,3% de ses électeurs, si bien que le gouvernement local ne dut, de toute évidence, son salut qu'aux événements du 30 janvier 1933 . . .

Klaus Schaap s'est montré à la hauteur d'un sujet aussi émoustillant . . . Il situe les causes des succès initiaux de la NSDAP dans les menaces pesant sur l'autonomie du petit Etat, dans la faillite du régime des partis (éclatante sur le plan local dès 1923), enfin et surtout dans une structure sociale qui représentait »un cas extrême dans le Reich«, avec un très fort pourcentage de classes moyennes traditionnelles et en particulier de paysans protestants – le sud du Pays d'Oldenburg, ou Münsterland, fournissant par ailleurs un très intéressant contretype catholique . . . Il montre comment la crise agricole et le mouvement du *Landvolk* ont préparé le terrain à l'expansion du nazisme et analyse avec un bonheur qui rappelle souvent E. Sh. Allen (»Une petite ville nazie«), les mécanismes de l'ascension du parti, depuis la réorganisation du *Gau* Weser–Ems en fonction du découpage électoral jusqu'à la prise en charge de la »soupe populaire«, en passant par le déchaînement d'une propagande omniprésente et remarquablement bien adaptée aux conceptions unanimistes des classes moyennes traditionnelles en Allemagne (résonance du concept de *Volksgemeinschaft*).

Les analyses électorales, particulièrement fines et claires, font ressortir le rôle local de la DNVP, d'abord complice puis à deux doigts de passer à l'opposition; elles montrent aussi le rôle de bastion antinazi joué par la classe ouvrière mais aussi par la clientèle du *Zentrum*, particulièrement actif et lucide dans cette région . . . Pas de découverte (spectaculaire, cela va de soi, mais de nombreux

cas concrets très significatifs et une démonstration limpide, sans autre parti pris qu'un libéralisme de bon aloi. La conclusion, qui tire argument de la résistance croissante de la population au gouvernement nazi pour mettre en doute le caractère »inévitabile« de sa prise de pouvoir ultérieure) ressemble malheureusement à une pétition de principe!

Louis DUPEUX, Strasbourg

Staat und NSDAP 1930–1932, Quellen zur Ära Brüning. Eingeleitet von Gerhard SCHULZ, bearbeitet von Ilse MAURER und Udo WENGST, Düsseldorf (Droste) 1977, LXXXIX–350 p. (Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Dritte Reihe. Die Weimarer Republik).

Ce recueil de documents d'archives analyse la réaction des autorités locales et fédérales face à la montée du national-socialisme (un prochain volume sera consacré à l'économie et à la politique économique pendant cette même période capitale). Pas de »révélations«, mais un choix particulièrement suggestif et net de rapports élaborés au niveau du Reich ou de la Prusse, des comptes rendus de délibérations ministérielles, des arrêtés ou ordonnances, quelques lettres, le tout provenant, pour l'essentiel, de la Chancellerie ou du ministère de l'Intérieur du Reich, du ministère de la Justice de Prusse, ainsi que des riches *Nachlässe* Groener et Schleicher.

L'introduction – fort dense – de G. Schulz présente les moyens d'action officiels, résume l'évolution générale et propose une réflexion d'ensemble sur les problèmes posés à l'Etat fédéral libéral par la montée des extrémismes. L'examen de la »politique des fonctionnaires« pratiquée par »l'Etat des partis« permet en particulier de rappeler la distinction fondamentale entre adhésion morale (*Bekanntnis*) et participation (*Betätigung*, interdite) aux activités de groupes extrémistes. Schulz souligne aussi la faiblesse des moyens dont disposait la République face au problème posé par l'accession des nationaux-socialistes aux responsabilités gouvernementales locales (cas de Frick en Thuringe) . . .

Les Documents eux-mêmes, remarquablement choisis, illustrent un décalage très net entre le Reich et les Länder: Prusse de Braun et Severing, mais aussi et surtout Etats du Sud, en particulier Pays de Bade . . . Tout en gardant les yeux fixés sur le péril communiste, le gouvernement prussien pousse le Reich à l'adoption de mesures rigoureuses vis à vis du parti de Hitler. Et pourtant, il sous-estime le danger, au moins jusqu'à la fin de 1931. Il croit plus en la valeur de mesures d'intimidation qu'en celle d'une interdiction générale de la S. A.

La politique du Reich est, au départ, lucide – sans d'ailleurs bien distinguer entre hitlérisme et radicalisme »strasserien« ou »national-bolcheviste«. Mais elle perd bientôt toute »transparence«, surtout après la déclaration de légalité de Hitler au Procès de Leipzig. Excès de juridisme?: s'il est patent que Brüning ne s'abuse pas sur la valeur de la parole de Hitler ni sur le caractère subversif de son mouvement, il reste que les documents attestent du trouble jeté jusqu'au plus haut niveau par ladite déclaration – et plus encore par les tractations en vue de